

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente. (Page 07)

Finance verte (Page 08)

Les assureurs appelés à sortir aussi du pétrole et du gaz
Le retrait de beaucoup d'assureurs du secteur du charbon ces dernières années a nettement compliqué...

Commerce (Page 08)

La Chine devient le premier partenaire commercial de l'Europe
Suite à l'augmentation des importations en 2020, la Chine a détrôné les Etats-Unis dans le volume des échanges avec l'Union européenne.



ACP-UE

Un nouveau texte succédera à l'accord de Cotonou

(Pages 03)



Lutte contre la COVID-19

(Page 04)

Le Togo fait le point sur sa riposte aux Nations Unies

Institution internationale

Un nouveau Représentant-Résident de l'IFC au Togo

La Société financière internationale (anciennement SFI, désormais IFC par son abréviation en anglais)... (Page 02)

Journée internationale de la fille

Yawa Tségan échange avec « les filles aux commandes 2020 »
La Présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tségan, a échangé ce jeudi 3 décembre 2020 à Lomé avec « les filles aux commandes 2020 »... (Page 04)

Environnement & Agrobusiness

La nuit des entrepreneurs verts pour 19 décembre 2020

On en savons un peu plus sur la date de l'évènement unique en son genre qui va réunir les acteurs de l'environnement... (Page 11)

Accès à l'énergie

La BAD met 50 millions de dollars en soutien aux entreprises

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé, le 1er décembre à Abidjan, un investissement concessionnel... (Pages 06)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

Devises	Euro	Dollars US	Yen japonais	Livre sterling	Fran suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham (Eau)
Achat	655,957	549,250	5,295	733,000	604,000	419,250	83,250	149,000
Vente	655,957	556,250	5,355	740,000	610,000	426,250	85,000	152,000

Institution internationale

Un nouveau Représentant-Résident de l'IFC au Togo

La Société financière internationale (anciennement SFI, désormais IFC par son abréviation en anglais), a un nouveau Responsable-Pays au Togo, en la personne de Christopher Balliet Bléziri, de nationalité ivoirienne, informe Togo First.

• Vivien ATAKPABEM

Christopher Balliet Bléziri travaillera désormais à assurer la réalisation des ambitions de l'institution, branche de la Banque mondiale pour le secteur privé, notamment « l'augmentation des interventions de l'IFC dans les secteurs clés tels que les infrastructures, l'agroalimentaire, l'industrie. Il portera également un accent particulier à l'accès au financement des PME au Togo ». Doté d'une «solide expérience en structuration de projets d'investissement et montages financiers complexes dans le secteur des infrastructures.», ce haut-cadre avait avant cela notamment travaillé chez le français Dexia Crédit Local ou encore dans le département des financements structurés et des infrastructures de la Boad (Banque Ouest Africaine de Développement). Pour rappel, au cours de la dernière décennie, la SFI a investi plus de 600 millions \$ au Togo, notamment dans les secteurs de l'énergie, de la finance, de la production de ciment, la logistique et la santé. Membre du Groupe de la Banque mondiale, IFC est la plus importante



institution mondiale d'aide au développement dont les activités concernent exclusivement le secteur privé dans les pays en développement. IFC utilise et mobilise ses produits et services, ainsi que ceux des autres institutions du Groupe, afin d'apporter des solutions de développement adaptées aux besoins de ses clients.

Ses ressources financières, son expertise technique, son expérience mondiale et sa culture de l'innovation lui permettent d'aider ses partenaires à surmonter leurs difficultés financières, opérationnelles ou politiques. Dans un contexte d'accès limité aux capitaux, IFC apparaît comme une source mais aussi un levier de financement, de connaissance et de partenariats de long terme, qui aident les clients à surmonter les contraintes auxquelles ils sont confrontés en matière d'investissement, d'infrastructure, de qualification et de réglementation. IFC parvient à mobiliser, auprès de tiers, des ressources considérables au profit de ses projets. En s'engageant dans des environnements difficiles et en parvenant à mobiliser des financements privés, IFC est en mesure d'élargir son influence et d'avoir un impact sur le développement qui va bien au-delà de ses ressources directes.



AUX DECIDEURS ... NP

« Solidarité mondiale, responsabilité partagée »

La communauté internationale célèbre la Journée mondiale du sida, mardi 01er décembre 2020. Cette année, la Journée mondiale du sida a lieu au cœur d'une autre pandémie, la COVID-19. Le nouveau coronavirus hautement infectieux a balayé le monde, dévastant les systèmes de santé et dévastant les économies alors que les gouvernements introduisaient des mesures drastiques pour contenir la propagation. C'est pourquoi l'ONUSIDA a choisi le thème «Solidarité mondiale, responsabilité partagée» pour la Journée mondiale de lutte contre le sida de cette année. Les maladies infectieuses comme celles-ci restent une menace majeure pour la santé et la prospérité humaines. Environ 32,7 millions de personnes sont mortes de maladies liées au sida au cours des 40 dernières années. Au moment de la rédaction de cet article, 1,4 million de personnes étaient déjà mortes du COVID-19 en un an seulement.

La riposte au VIH / sida s'est déroulée sur une trajectoire beaucoup plus longue que le COVID-19. Mais c'est, à certains égards, un exemple éclatant de ce qui peut être réalisé lorsque les pays et les peuples travaillent ensemble. Le travail d'organisations telles que l'Organisation mondiale de la santé, l'ONUSIDA et l'International AIDS Society aident à coordonner le partage rapide d'informations et de ressources entre les prestataires de soins de santé et les communautés.

Les leçons tirées du VIH et du SIDA peuvent être utilisées pour informer la riposte au COVID-19 car les défis sont similaires.

De nombreux essais de vaccins COVID-19 en cours se déroulent dans plusieurs pays, dont l'Afrique du Sud. La capacité de mener ces études, y compris le personnel clinique et les sites d'essai, est bien établie grâce à des décennies de recherche sur le VIH / sida. On craint que les pays en développement ne soient exclus de l'accès à un vaccin COVID-19 efficace. Mais des mécanismes mondiaux sont maintenant en place pour éviter cela et pour, au contraire, encourager et permettre la solidarité mondiale, dont certains ont été défendus par la riposte au VIH / sida.

L'accélérateur d'accès aux outils COVID-9 (ACT), établi par l'Organisation mondiale de la santé en avril 2020 en collaboration avec de nombreuses autres organisations mondiales, les gouvernements, la société civile et l'industrie, s'est engagé à travers le pilier connu sous le nom de Covax, à une distribution équitable des un vaccin COVID-19 ainsi que des tests diagnostiques et des traitements. Ces institutions et mécanismes mondiaux nécessitent un soutien continu.

Avec le déploiement d'un vaccin efficace, la fin du COVID-19 pourrait bientôt être en vue. Pour le VIH, le développement de vaccins a été plus complexe et décevant. La communauté mondiale doit rester déterminée à promouvoir l'accès et le soutien aux nombreuses options incroyables de prévention et de traitement disponibles. L'effort sans précédent de l'industrie privée dans la riposte au vaccin COVID-19 met en lumière ce qui peut être réalisé lorsque toutes les parties intéressées s'engagent. Les efforts de vaccination contre le VIH et la tuberculose nécessitent un effort similaire.

Ce ne sont pas les seules pandémies auxquelles le monde sera confronté. En fait, il y a de fortes prévisions selon lesquelles l'émergence de nouvelles pandémies augmentera à l'avenir. Cela est dû aux effets de la mondialisation, du changement climatique et de la proximité de la faune.

Le meilleur espoir pour l'humanité est de ne pas perdre de vue ce que ces pandémies ont coûté en termes d'êtres chers, en termes de liberté et économiquement.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

ACP-UE

Un nouveau texte succédera à l'accord de Cotonou

Les négociateurs en chef de l'UE (Union européenne) et de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), anciennement dénommé la Groupe des États de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), sont parvenus, le 03 décembre 2020, à un accord politique sur le texte d'un nouvel accord de partenariat qui succédera à l'accord de Cotonou.

• Joël YANCLO

Bientôt de nouveaux accords de partenariats économiques entre l'Europe et les pays de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), anciennement Groupe des États ACP. L'accord, qui devra être approuvé, signé et ratifié par les parties, couvrira un grand nombre de domaines, allant du développement et de la croissance durables aux droits de l'homme, à la paix et à la sécurité, et il sera axé sur une mise en œuvre fondée sur les priorités régionales. Une fois entré en vigueur, l'accord servira de nouveau cadre juridique et guidera les relations politiques, économiques et en matière de coopération entre l'UE et les 79 membres de l'OEACP pour les vingt prochaines années. L'UE et les membres de l'OEACP constituent une force internationale. Ensemble, ils représentent plus de 1,5 milliard de personnes et plus de la moitié des sièges aux Nations unies. Grâce au nouvel accord, les pays membres de l'UE et de l'OEACP seront mieux à même de répondre aux besoins émergents et aux défis mondiaux, tels que

la pandémie de COVID-19, le changement climatique, la gouvernance des océans, les migrations, la paix et la sécurité. Jutta Urpilainen, commissaire aux partenariats internationaux et négociatrice en chef de l'UE, a déclaré à cet égard que « l'accord conclu aujourd'hui constitue une étape vers la nouvelle ère qui s'ouvre pour l'UE et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Les habitants de ces quatre régions du monde bénéficieront de cet accord ambitieux, qui nous permettra de mieux faire face aux nouvelles réalités et aux nouveaux défis en tant qu'acteurs mondiaux » Pour Robert Dussey, ministre togolais des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, négociateur en chef de l'OEACP et président du groupe central de négociation ministériel, « l'accord politique conclu aujourd'hui, à l'issue de ces longues et intenses négociations, ouvre la voie à un partenariat moderne et plus engagé au niveau national, régional et international. À cette occasion, je tiens à adresser mes sincères félicitations à nos négociateurs en chef qui ont travaillé sans relâche pour

parvenir à ce résultat. »

Prochaines étapes

Maintenant que les négociateurs en chef sont parvenus à un accord politique, le texte sera soumis aux procédures internes nécessaires avant d'être paraphé par ceux-ci, ce qui marquera la fin des négociations. La signature de l'accord interviendra à un stade ultérieur, en 2021. Pour pouvoir entrer en vigueur, l'accord doit être conclu ou ratifié par une sélection et un nombre minimaux de parties. La signature, l'application provisoire et la conclusion de l'accord seront soumises à l'approbation du Conseil, sur la base de propositions de la Commission. Ces propositions seront transmises au Conseil au début de l'année 2021 conjointement avec le texte négocié, traduit dans toutes les langues de l'UE. Le Conseil adoptera la décision de conclusion de l'accord seulement après approbation du Parlement européen, conformément à l'article 218, paragraphe 6, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). Bien qu'un accord politique ait été trouvé, il est proposé de proroger encore



• Prof Robert Dussey, Négociateur en chef de l'OEACP et Jutta Urpilainen, Négociatrice en chef de l'UE

l'accord de Cotonou afin de disposer du temps nécessaire au déroulement de la procédure interne de l'UE susmentionnée. L'UE et l'OEACP ont accepté de proroger l'accord de Cotonou jusqu'au 30 novembre 2021, à moins que le nouvel accord n'entre en vigueur ou ne soit appliqué à titre provisoire avant cette date. Il s'agirait de la deuxième prorogation, étant donné qu'une première série de mesures transitoires a déjà prorogé l'accord de Cotonou, dont l'expiration était initialement prévue le 29 février 2020, jusqu'au 31 décembre 2020.

Contexte

Les négociations post-Cotonou ont débuté en septembre 2018 en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. L'objectif

était de parvenir à un accord sur un nouveau traité devant succéder à l'accord de Cotonou. Le nouvel accord de partenariat est constitué d'un « socle commun », qui expose les valeurs et les principes qui unissent nos pays et qui précise les domaines stratégiques prioritaires au sein desquels les deux parties ont l'intention de collaborer. Ces domaines sont les suivants: i) les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance, ii) la paix et la sécurité, iii) le développement humain et social, iv) la viabilité environnementale et le changement climatique, v) la croissance et le développement économiques durables et inclusifs, et vi) la migration et la mobilité. Le nouvel accord de partenariat associe ce socle commun à trois protocoles régionaux spécifiques axés sur l'action (Afrique, Caraïbes,

Pacifique), l'accent étant mis sur les besoins de chaque région. Cela permettra d'adopter une approche régionale sans précédent. Une gouvernance spécifique propre aux protocoles régionaux sera appliquée pour gérer et piloter les relations avec l'UE et les différentes régions concernées, notamment par l'intermédiaire de commissions parlementaires conjointes. Il y aura également un cadre global commun UE-OEACP, avec une forte participation parlementaire. Lors du sommet ACP qui s'est tenu en décembre 2019, le groupe des États ACP a adopté la version révisée de l'accord de Georgetown, qui a débouché sur un changement de nom. En avril 2020, le groupe des États ACP est devenu l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP).



Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Lutte contre la COVID-19

Le Togo fait le point sur sa riposte aux Nations Unies

Le Togo a présenté en semaine dernière ses efforts dans la lutte contre la pandémie liée à la COVID-19 lors d'une session extraordinaire des Nations Unies consacrée au mal.

• Bernard AFAWOUBO

La pandémie liée à la COVID-19 est au cœur d'une session extraordinaire des Nations Unies tenue en semaine dernière. Occasion pour le Togo de présenter les efforts du pays dans la lutte contre ce mal qui ne cesse de décimer les populations. Dans un discours prononcé au nom du Président de la République, la Cheffe du Gouvernement, Victoire Tomégah-Dogbé est revenue sur les différentes mesures urgentes prises par l'exécutif afin de contenir la propagation du virus et protéger les populations. Au Togo dès l'apparition du premier cas confirmé le 06 mars dernier, le gouvernement a initié plusieurs mesures d'ordre sanitaire, juridique et socio-économique. Aux différents travaux du Conseil de crise présidé par le Chef de l'Etat, s'est ajoutée la création d'une coordination nationale de la gestion de la riposte (CNGR). Des infrastructures sanitaires dédiées ont été construites, réhabilitées et équipées en vue d'accueillir les patients et des travaux se poursuivent toujours dans ce sens. Des dispositions ont été prises à l'endroit du personnel soignant, qui a bénéficié d'une assurance spéciale, de primes, et de formations. Sur le plan juridique, des



mesures spécifiques ont été prises dans le cadre de l'état d'urgence, grâce au feu vert du Parlement qui a autorisé le gouvernement à légiférer par ordonnances. Une force spéciale anti-Covid a ainsi été mise sur pied, afin de veiller au respect de la stratégie de riposte et aux dispositions prises au fur et à mesure. Sur le plan social, la gratuité de l'eau et de l'électricité a été déployée, des distributions de vivres accrues au profit des plus vulnérables, et un programme spécial d'aide par transfert monétaire dénommé Novissi a été rendu opérationnel, salué et cité en exemple par la communauté internationale. Sur le plan économique, 400 milliards FCFA (soit 10% du PIB) ont été mobilisés par la création d'un fonds de concours de riposte et de solidarité Covid-19, constitué de ressources disponibles avec les contributions de l'Etat, des partenaires internationaux,

du privé et d'autres bonnes volontés. « Le Togo salue l'ensemble des actions qui sont menées actuellement pour faciliter l'accès des pays à faible revenu aux vaccins, qui sont développés dans le cadre de la lutte », a déclaré le Chef de l'Etat. A cet effet, a-t-il annoncé, le pays « adhère pleinement au dispositif « Accélérateur ACT » et s'engage à accueillir le vaccin COVAX au bénéfice des populations ». Victoire Dogbé a par ailleurs remercié au nom du leader togolais, tous les partenaires au développement qui se sont mobilisés dans la lutte aux côtés du Togo. A ce jour, le pays recense 3 051 cas confirmés, parmi lesquels 2 599 guéris, et 387 cas toujours sous traitement. 65 décès ont été enregistrés dont les « ¼ étaient atteints de pathologies reconnues comme des facteurs de comorbidité (hypertension, diabète, obésité, cancer) », a précisé le Premier Ministre.

Togo / Loi des finances

Un manuel pour mettre à niveau les députés

Au Togo, le Projet d'Appui à la Gouvernance Économique (PAGE) va financer l'élaboration d'un manuel en vue de renforcer les capacités des députés dans l'examen des projets de Lois de Finances.

L'objectif est de renforcer les capacités de l'Assemblée nationale en matière d'examen des projets de lois de finances », indique-t-on à l'unité de gestion du PAGE. Alors que le Togo a viré aux budgets-programmes, le manuel pour l'élaboration duquel il est lancé un appel à manifes-

tation d'intérêts jusqu'au 09 décembre prochain à l'endroit des consultants individuels, devra être structuré de manière à mettre à niveau les parlementaires. Notamment, sur les principes budgétaires, les procédures d'élaboration des lois de finances, et les termes usuels des finances publiques.

Il leur permettra également de maîtriser les différents documents constitutifs des projets de loi de finances et leur contenu, le contenu du budget-programme de l'État ainsi que les procédures et les méthodes d'analyse des projets de loi de finances, apprend-on.

Avec Togo First

Journée internationale de la fille

Yawa Tségan échange avec « les filles aux commandes 2020 »

La Présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tségan, a échangé ce jeudi 3 décembre 2020 à Lomé avec « les filles aux commandes 2020 » de Plan International Togo, venues des différentes régions du pays. C'était au cours d'une rencontre bilan de la célébration de la Journée internationale de la fille, en présence de la Ministre de l'action sociale, de la Représentante Résidente de l'UNFPA et celle de Plan International Togo.



• Nicole ESSO

La rencontre entre la Présidente de la Représentation nationale et les « filles aux commandes » vient renforcer cette initiative de Plan International Togo dont l'objectif est de préparer ces filles à devenir des femmes leaders de conviction et d'engagement. « Je me réjouis donc de constater que cette assise se tient à une période toute particulière de l'histoire de notre pays, où tout ce qui paraissait impossible jusqu'à la vision d'un grand homme d'Etat, le Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, qui a eu la grande inspiration de nommer le 28 septembre 2020 une vaillante femme de notre pays au poste de Premier ministre confortant ainsi la dynamique enclenchée depuis plusieurs années de promotion du leadership féminin. Dans ces conditions, l'initiative filles aux commandes ne peut être perçue comme une tentative désespérée de faire entendre la voix de la jeune fille, mais plutôt comme un incubateur de programmation et de préparation des leaders de demain. Il est temps de mettre fin aux lamentations et aux pessimismes pour nous armer de courage et de volonté pour aller chercher les solutions qui existent au travers de nos législations et

autres fondement cardinaux de la société humaine » « Mon intervention aujourd'hui à cette tribune consiste à rassurer nos chères jeunes sœurs qu'elles ont des atouts nécessaires pour s'affirmer et réaliser leurs rêves. Pour ce faire, je les exhorte à la persévérance, à la rigueur et à vaincre leur peur et leur timidité. C'est à ces seules conditions qu'on devient femme leader, capables de transformer son milieu de vie » a indiqué Yawa Djigbodi TSEGAN, Présidente de l'Assemblée nationale. Au cours des échanges elles ont partagé des expériences vécues lors des prises de commandes. Les activités ont également permis d'identifier les succès, les défis et les approches de solutions.

Engagement en faveur des droits des filles

Pour la ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation Adjovi Lonlonyo Apedo Anakoma cette activité s'inscrit dans la droite ligne des efforts du gouvernement pour sa politique nationale d'équité et d'égalité de genre, « qui dénote d'un engagement constant en faveur des droits des filles, de la promotion de leur leadership et de leur excellence ». L'édition 2020 de l'initiative « filles aux commandes » s'achève ainsi et la

Représentante Résidente de Plan International Togo ne cache pas sa satisfaction. « Nous avons eu une très forte participation de différentes instances et nous avons aussi offert l'opportunité à 90 filles cette année de faire cette prise de commande. Et nous avons tiré les leçons de toutes les éditions qui ont commencé depuis 2017 et avons eu une vraie discussion avec les filles pour voir ce qu'elles veulent que nous puissions faire différemment et avec quels partenaires. Nous nous réjouissons aujourd'hui d'avoir la présence, la participation extrêmement généreuse de Son Excellence Madame la Présidente de l'Assemblée nationale, qui n'a pas hésité à partager son propre parcours, ses leçons de femme et de femme leader avec les jeunes filles au commandement qui aspirent à faire partie de l'élite du Togo, celles qui va promouvoir une société togolaise juste, égalitaire ou les femmes, les jeunes filles, les enfants, les jeunes et les hommes auront leur place de façon équitable et complémentaire », a déclaré Awa Faly Ba, Représentante-résidente du Plan International Togo. L'événement se situe dans le contexte de la journée internationale de la fille célébrée le 11 octobre dernier dans le monde entier sur le thème : « Ma voix, l'égalité pour notre avenir »

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS DU TOGO

Organise



VULGARISATION DU CODE D'ETHIQUE ET DE DEONTOLOGIE DANS LA COMMANDE PUBLIQUE

Journée Internationale de
lutte contre la corruption

10 Jeudi
Décembre



9H - 12H

Hôtel 2 Février

En direct sur

ArmpTogo

LIVE armplogo

LIVE ARMP Togo

zoom <https://bit.ly/Armp10Dec>



Université
de Lomé

&



L'UNIVERSITE DE LOME ET
L'AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS

ORGANISENT

COLLOQUE INTERNATIONAL DE LOME

**15
Déc
2020**

9H - 17H30

Auditorium de
l'Université de Lomé

THEME

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION,
ETHIQUE ET DEONTOLOGIE DANS
LA COMMANDE PUBLIQUE

En direct sur

ArmpTogo

universitedelome LIVE

ARMP Togo LIVE

<https://bit.ly/Colloque15Dec> zoom

9h30 - 11H20

Panel 1

LE DISPOSITIF NORMATIF
DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
DANS LA COMMANDE PUBLIQUE

11h10 - 13H00

Panel 2

LA CORRUPTION DANS
LA COMMANDE PUBLIQUE :
ACTEURS ET MECANISMES

14h00 - 16H00

Panel 3

LA REPRESSION DE LA
CORRUPTION DANS LA
COMMANDE PUBLIQUE



Nombre de places limité
Respect des mesures barrières

Accès à l'énergie

La BAD met 50 millions de dollars en soutien aux entreprises

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé, le 1er décembre à Abidjan, un investissement concessionnel de 20 millions de dollars américains en faveur du Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA) afin de mettre en place, à la suite de la pandémie de Covid-19, la Plateforme de reconstruction des infrastructures hors réseau (PRC), dotée d'un financement mixte de 50 millions de dollars américains.



● Nicole ESSO

Cette initiative vise à fournir des capitaux d'assistance et de récupération aux entreprises d'accès à l'énergie, en les soutenant pendant et après la pandémie. La PRC s'appuiera sur un partenariat avec trois gestionnaires de fonds spécialisés dans l'accès à l'énergie, sélectionnés par voie de concours : Triple Jump, Lion's Head Global Partners et Social Investment Managers and Advisors. L'enveloppe concessionnelle de 20 millions de dollars sera augmentée de leurs propres capitaux et instruments, ce qui permettra d'obtenir 30 à 40 millions de dollars de financement commercial additionnel et d'offrir des produits d'emprunt plus abordables. Grâce à ses partenaires, la plateforme de relance soutiendra les entreprises d'accès à l'énergie qui commercialisent et déploient des systèmes solaires domestiques, des mini-réseaux verts, des systèmes de cuisson propre et d'autres solutions décentralisées d'énergie renouvelable. "Cette initiative souligne l'engagement de la Banque africaine de développement en faveur d'une croissance accélérée du secteur de la production décentralisée d'énergie basée sur les énergies renouvelables, en Afrique, en tant que moteur essentiel des objectifs d'accès universel à l'énergie", a déclaré Kevin Kariuki, vice-président de la Banque africaine de développement pour l'Électricité, l'Énergie, le Climat et la Croissance verte. "Cette plateforme nous permettra de gagner du temps en fournissant des solutions financières adaptées en tirant parti des ressources, de l'expertise et des infrastructures existantes dans le secteur", a affirmé Joao Duarte Cunha, directeur de la division des énergies renouvelables à la Banque. La plateforme permettra de fournir une aide immédiate ainsi qu'un soutien

au redressement et posera les bases d'une reprise économique verte et inclusive après la pandémie. "Nous sommes heureux d'avoir été sélectionnés pour cogérer la plateforme, dont les ressources seront augmentées du financement du Fonds de croissance des entrepreneurs du secteur de l'énergie, a déclaré Jan-Henrik Kuhlmann, responsable de l'énergie durable chez Triple Jump. La combinaison du financement et du soutien opérationnel permettra de stabiliser les entreprises et de poursuivre les investissements pendant la crise de Covid-19, d'atténuer l'impact de la pandémie sur les entreprises d'accès à l'énergie et de définir une trajectoire de croissance durable."

Aider les entreprises à atténuer les effets de la pandémie

Évoquant l'impact potentiel des capitaux injectés, Asad Mahmood, PDG et directeur associé de Social Investment Managers and Advisors, estime que "le PRC est un effort novateur très nécessaire et apprécié de la Banque pour utiliser plusieurs gestionnaires de fonds afin de répondre aux besoins de liquidités des bonnes entreprises énergétiques en Afrique, actuellement touchées par la pandémie de Covid-19". Les capitaux de secours et de redressement aideront les entreprises à atténuer les effets de la pandémie et à assurer un redressement commercial solide du secteur. Cet appui financier a été approuvé par les principales associations du secteur, notamment l'Alliance for Rural Electrification (ARE), l'Africa Mini-Grids Developers Association (AMDA) et la Global Off-Grid Lighting Association (GOGLA). "Le nouvel instrument de la Banque apporte un changement significatif qui permettra de soutenir et de renforcer

le secteur de l'accès à l'énergie en Afrique. La structure de co-investissement, particulièrement innovante, de la plateforme permet aux gestionnaires de fonds, comme Lion's Head, de se concentrer sur ce que nous faisons le mieux : mobiliser et déployer le capital humain et financier pour fournir une énergie durable aux communautés vulnérables tout en ciblant les questions post-pandémiques critiques comme le financement en monnaie locale dans une période de grande incertitude et de volatilité", a expliqué Harry Guinness, directeur général du Fonds d'accès à l'énergie hors réseau, qui fait partie de la Facilité pour l'inclusion énergétique.

À propos du SEFA

Le SEFA est un fonds spécial géré par la Banque africaine de développement qui fournit un financement catalytique pour les énergies renouvelables. L'objectif principal du SEFA est de contribuer à l'accès universel à des services énergétiques abordables, fiables, durables et modernes pour tous en Afrique, conformément au New Deal de la Banque sur l'énergie pour l'Afrique et à l'objectif 7 du développement durable. Le SEFA a été créé en 2011 en partenariat avec le gouvernement du Danemark (le lien est externe) et a depuis reçu des contributions des gouvernements des États-Unis (le lien est externe), du Royaume-Uni (le lien est externe), de l'Italie (le lien est externe), de la Norvège (le lien est externe), de l'Espagne (le lien est externe) et de la Suède (le lien est externe), du Fonds norvégien de développement (le lien est externe) et de l'Allemagne (le lien est externe). Le SEFA est hébergé dans le département des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (PERN) au sein du Complexe PEVP (Électricité, Énergie, Climat, et Croissance Verte).

Prêts aux entreprises

I&M Bank Rwanda obtiendra 10 millions \$ de la SFI

La SFI a consenti un prêt de 10 millions \$ à l'établissement financier I&M Bank Rwanda. La ligne de crédit soutiendra l'activité d'exploitation des PME clientes et renforcera les liquidités de la Banque.

La banque commerciale I&M Bank Rwanda est proche d'obtenir un prêt de 10 millions \$ de la Société financière internationale (SFI). L'opération représentera la première intervention de la filiale du Groupe de la Banque mondiale au Rwanda par le biais de sa facilité covid-19 de 8 milliards \$, lancée en mars 2020 pour maintenir l'activité d'entreprises pendant et après la crise sanitaire. Le soutien de la SFI permettra à I&M Bank Rwanda d'obtenir des liquidités supplémentaires pour ses opérations. La Banque pourra accorder des crédits pour faciliter les activités commerciales de ces entreprises clientes et augmenter leurs besoins en fonds de roulement. « Ce finance-



ment de 10 millions \$ nous permettra de répondre aux besoins financiers croissants de nos petites entreprises clientes qui se remettent de la situation difficile causée par la covid-19 », a commenté Robin Bairstow, directeur général d'I&M Bank Rwanda. Il faut souligner le fait que la Banque rwandaise est un partenaire de longue date de la

SFI. L'institution fait savoir que les précédents investissements réalisés ont permis à I&M Bank Rwanda d'augmenter de 14 % ses prêts aux PME entre 2018 et 2019. Au 30 juin 2020, le portefeuille d'investissements de la SFI au Rwanda s'élevait à 62,8 millions \$.

Avec Agence Ecofin

Finance

Le groupe Alibaba pourrait quitter la Bourse de New York

Un projet de loi récemment adopté permet un accès approfondi aux comptes des sociétés étrangères cotées sur les bourses américaines. Cela est contraire à la législation appliquée par la Chine concernant ses entreprises parmi lesquelles le groupe Alibaba.

Les parlementaires américains ont fait passer un projet de loi qui pourrait forcer le groupe Alibaba fondé par le milliardaire chinois, Jack Ma, à sortir du New York Nasdaq où il est coté. Dans sa récente mouture, la Holding Foreign Companies Accountable Act (HFCAA) ou encore loi sur la responsabilité des sociétés étrangères oblige les entreprises non américaines à autoriser que l'entité américaine en charge de la surveillance comptable des sociétés cotées puisse accéder à leurs comptes certifiés. Cette disposition est actuellement en contradiction avec la réglementation sur les entreprises fixée par Pékin. Le nouveau texte obligerait également les entreprises étrangères cotées sur les bourses américaines à prouver qu'elles ne sont pas contrôlées par un gouvernement. « Le vote d'aujourd'hui, combiné aux travaux en cours de la commission, aidera à résoudre ces problèmes de longue date au profit des investisseurs américains », a fait savoir Jay Clayton, président de la Commission de surveillance des bourses américaines, commentant cette actualité. Les observateurs de la situation s'attendent à ce que le président Donald Trump signe rapidement le texte avant de céder son fauteuil à son successeur Joe Biden. Il sera difficile pour le nouveau président de défaire une telle loi, car elle est aussi bien



soutenue par le camp républicain que démocrate. Cette décision peut rapidement s'inscrire dans le cadre de la guerre commerciale sino-américaine menée avec plus de virulence par l'administration Trump. Cette loi vient par ailleurs, fixer une dérive constatée au lendemain de la crise économique et financière de 2008. La Chine en était ressortie renforcée et affichait des taux de croissance à deux chiffres. Ainsi, elle est devenue la niche de croissance pour les négociants de titres en bourse. Ceux-ci proposaient à des investisseurs et ménages américains d'investir sur des sociétés chinoises cotées aux USA afin de tirer profit de cette croissance. Seulement, dans plusieurs cas, le rêve s'est transformé en mirage. Dans ses recommandations, une équipe de travail avait suggéré que les entreprises chinoises qui ne sont pas en règle soient exclues des bourses américaines, dès

2022. Il n'est cependant pas facile d'appliquer une telle décision. Pour une entreprise comme Alibaba, plusieurs centaines de milliers d'Américains sont ses investisseurs et pourraient perdre gros. Les dommages risquent d'être assez limités pour l'entreprise qui sait aujourd'hui qu'elle peut lever suffisamment de fonds sur les bourses chinoises. L'expérience record de sa filiale Ant Group, quoique stoppée par les dirigeants de la Chine, en est la preuve. On a observé que l'adoption de ce projet de loi n'a pas semé la panique sur les marchés. La valeur de son action a progressé de 2,4% le jeudi 3 décembre 2020 sur le New York Nasdaq. Les investisseurs sont séduits par les solides performances du groupe, surtout par la belle progression de sa division jeux vidéo qui est en train de prendre le dessus sur ses concurrents chinois tels que Tencent et NetEase.

Avec Agence Ecofin

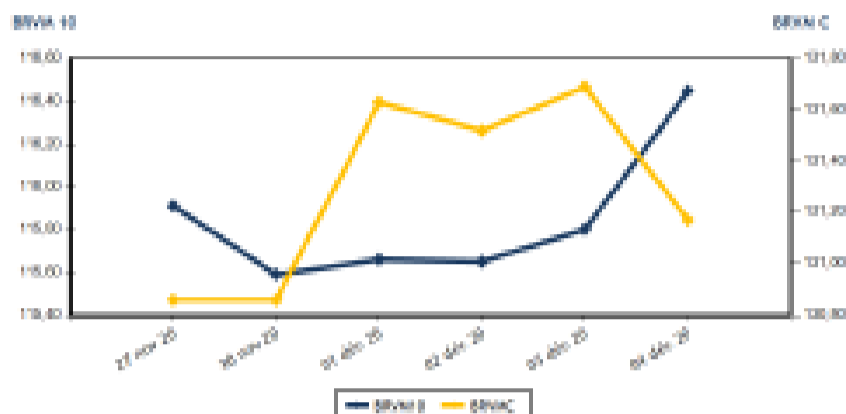
BRVM 10	116,45		BRVM Composite	131,17
Variation Jour	0,56 %		Variation Jour	-0,39 %
Variation annuelle	-21,90 %		Variation annuelle	-17,63 %

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

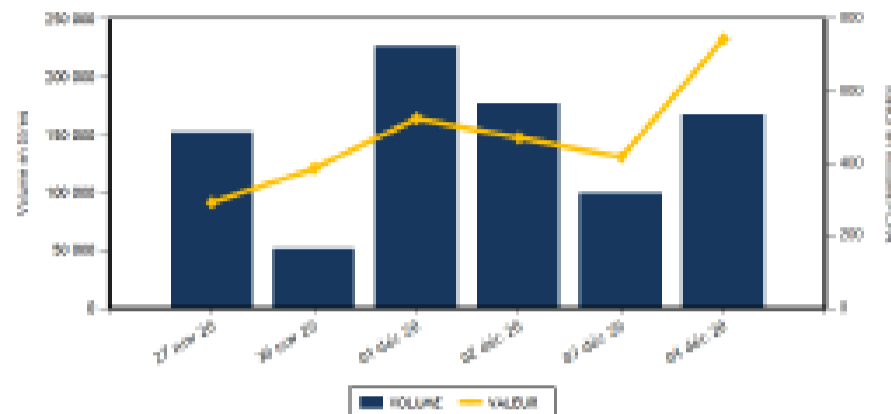
vendredi 4 décembre 2020

Site : www.brvm.tg

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA) (Partenaires B Bourse)	3 941 050 732 591	-0,39 %
Valeur échangée (Partenaires B Bourse)	166 452	70,31 %
Valeur transigée (FCFA) (Partenaires B Bourse)	738 911 945	99,45 %
Nombre de titres échangés	33	-0,31 %
Nombre de titres en hausse	8	-20,00 %
Nombre de titres en baisse	13	0,00 %
Nombre de titres échangés	12	-11,39 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 701 763 990 903	0,39 %
Valeur échangée	545	-00,00 %
Valeur transigée (FCFA)	5 462 000	-00,91 %
Nombre de titres échangés	3	-20,00 %
Nombre de titres en hausse	2	-00,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-00,00 %
Nombre de titres échangés	1	-00,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
HE-CEACI (HEC)	150	7,14 %	3,94 %
SAPHI CI (SAPHI)	1 400	6,46 %	6,87 %
GRAND-NORD CI (GRAND)	150	3,45 %	13,36 %
SONOEL SA (SONOEL)	11 400	1,79 %	-01,02 %
BANK OF AFRICA SA (BOA)	3 000	1,67 %	1,39 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSA-BANQUE COTE D'IVOIRE (NSA)	4 000	-7,08 %	-23,96 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGCI)	6 100	-6,90 %	3,91 %
GRAND-NORD CI (GRAND)	300	-5,41 %	-10,34 %
WHO ENERGY CI (WHO)	000	-4,76 %	-23,00 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	3 100	-2,81 %	-23,93 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	02	34,37	0,00 %	-6,71 %	18 361	3 071 300	64,17
BRVM - SERVICES PUBLICS	04	354,62	1,30 %	-09,41 %	60 646	426 277 700	0,01
BRVM - FINANCE	15	56,13	-1,00 %	-7,07 %	44 297	170 262 300	3,98
BRVM - TRANSPORT	01	311,87	0,00 %	-14,07 %	341	400 000	3,47
BRVM - AGRICULTURE	05	82,37	1,77 %	-1,00 %	26 737	00 594 000	2,71
BRVM - DISTRIBUTION	07	195,31	-0,40 %	-03,04 %	15 120	10 001 200	13,00
BRVM - AUTRES SECTEURS	01	339,32	0,00 %	13,29 %	0	0	-1,27
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen de marché	9,47	
Taux de rendement moyen de marché	9,66	
Taux de rentabilité moyen de marché	13,08	
Nombre de sociétés cotées	48	
Nombre de lignes d'émission	78	
Valeur moyenne annuelle par séance	234 427,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	677 623 227,90	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Taux moyen de liquidité	3,72	
Taux moyen de solvabilité	29,24	
Taux moyen de tendance	1 058,24	
Taux moyen de couverture	9,47	
Taux de rotation moyen de marché	0,92	
Prime de risque de marché	-1,00	
Nombre de SOI participants	25	

Calculations

- Valeur moyenne échangée / nombre de titres
- Valeur moyenne échangée / nombre de séances
- Valeur moyenne échangée / nombre de titres échangés
- Valeur moyenne échangée / nombre de titres échangés / Valeur des titres échangés
- Valeur moyenne échangée / Valeur des titres échangés
- Valeur moyenne échangée / Valeur des titres échangés / Valeur des titres échangés
- Valeur moyenne échangée / Valeur des titres échangés / Valeur des titres échangés

- Valeur moyenne échangée / nombre de titres échangés
- Valeur moyenne échangée / nombre de titres échangés / Valeur des titres échangés
- Valeur moyenne échangée / nombre de titres échangés / Valeur des titres échangés
- Valeur moyenne échangée / nombre de titres échangés / Valeur des titres échangés
- Valeur moyenne échangée / nombre de titres échangés / Valeur des titres échangés
- Valeur moyenne échangée / nombre de titres échangés / Valeur des titres échangés
- Valeur moyenne échangée / nombre de titres échangés / Valeur des titres échangés



www.brvm.tg
 BRVM - Bourse Régulée des Valeurs Mobilières de Côte d'Ivoire
 BRVM - Bourse Régulée des Valeurs Mobilières de Côte d'Ivoire
 BRVM - Bourse Régulée des Valeurs Mobilières de Côte d'Ivoire

Liban

L'économie s'enfonce dans la crise

Le Produit intérieur brut (PIB) devrait reculer de 19,2% cette année après une contraction de 6,7% en 2019, et la dette devrait représenter l'an prochain 194% du PIB, selon ce rapport semestriel.



Un an après la grave crise économique au Liban, l'absence délibérée d'une action politique efficace de la part des autorités a soumis l'économie à une dépression ardue et prolongée", estime la Banque mondiale. Le Liban est englué depuis plus d'un an dans une profonde crise économique, sociale et politique. En plus d'une dépréciation historique de sa monnaie et d'une hyperinflation, le pays est toujours sans gouvernement plus de trois mois après la démission du Premier ministre, Hassan Diab.

Des réformes qui se

font attendre

En mai, les autorités libanaises avaient entamé des négociations avec le FMI pour obtenir une aide financière, mais le processus est au point mort depuis juillet, tandis que la communauté internationale, France en tête, exige des réformes urgentes en contrepartie d'une aide qui n'ont toujours pas été mises en œuvre. Outre les manifestations antigouvernementales qui ont paralysé le pays à la fin de l'année dernière et la pandémie de nouveau coronavirus cette année, l'explosion au port de Beyrouth le 4 août - la pire catastrophe survenue en temps de paix

au Liban - a mis le pays à genoux et attisé davantage la méfiance du public. "Le Liban souffre d'un épuisement dangereux de ses ressources, y compris de capital humain, avec une fuite des cerveaux qui devient une option de plus en plus désespérée", met en garde la Banque mondiale. En 2020, le Liban a fait défaut sur un remboursement de sa dette pour la première fois de son histoire, la devise nationale a connu une dépréciation historique, et les banques ont imposé des restrictions draconiennes sur les retraits et transferts d'argent à l'étranger.

Avec AFP

États-Unis

Les entreprises chinoises dans le viseur du Congrès

Après le Sénat en mai, la Chambre des représentants a adopté un texte de loi renforçant les audits des entreprises étrangères cotées aux États-Unis.

La Chambre des représentants a adopté mercredi à son tour, à l'unanimité, un texte de loi renforçant les audits des entreprises étrangères cotées aux États-Unis. Cela pourrait conduire des sociétés chinoises à quitter la Bourse américaine. Le Sénat a déjà voté ce texte en mai. Il ne lui faut plus que la signature du président Donald Trump pour être ratifié. Selon cette mesure, introduite en 2019 par le sénateur républicain de Louisiane John Kennedy, les entreprises étrangères listées sur les marchés d'actions américains ont trois ans pour se conformer aux exigences comptables du gendarme boursier américain, la SEC. Si la SEC considère qu'une société n'offre pas suffisamment de garanties, celle-ci s'expose à une radiation de la cote. En outre, les groupes chinois présents à la Bourse américaine devront faire savoir si un ou plusieurs des membres de leur conseil d'administration sont membres du Parti communiste chinois. Selon les chiffres d'une commission du Congrès, 217 entreprises chinoises étaient cotées sur



des places boursières américaines début octobre, pesant au total 2200 milliards de dollars (1970 milliards de francs).

Rivalité entre les deux pays

Une minorité d'entre elles figure également sur les marchés asiatiques et pourrait se replier vers ces places boursières en cas de radiation aux États-Unis. L'un des poids lourds de la liste est Alibaba, le géant du commerce en ligne, qui a réalisé en 2014 la plus grosse introduction en

Bourse de tous les temps au New York Stock Exchange (NYSE), en levant 25 milliards de dollars (22,4 milliards de francs). La mesure du Congrès américain s'inscrit dans un contexte de rivalité commerciale et politique entre Washington et Pékin, qui se cristallise notamment autour de l'opacité des pratiques comptables des entreprises chinoises cotées aux États-Unis. En novembre, la SEC avait déjà formulé une proposition similaire au texte adopté mercredi par la Chambre des représentants.

(ATS/NXP)

Finance verte

Les assureurs appelés à sortir aussi du pétrole et du gaz

Le retrait de beaucoup d'assureurs du secteur du charbon ces dernières années a nettement compliqué le fait d'assurer des projets liés au charbon, se félicite mercredi un groupe d'ONG, qui appelle les compagnies à adopter la même politique avec le pétrole et le gaz.

Le retrait continu des assureurs du secteur charbon rend plus difficile et plus coûteuse l'obtention d'une couverture d'assurance pour des projets charbon», souligne un rapport publié par «Insure Our Future», campagne collective d'ONG qui demandent aux assureurs de se désengager et de cesser d'assurer le charbon, les sables bitumineux, le pétrole et le gaz et de soutenir la transition vers l'énergie propre. De fait, la plupart des assureurs européens et australiens n'assurent plus de nouveaux projets liés au charbon, tandis que d'autres deviennent plus prudents et limitent leurs capacités, salue le rapport, constatant que «les entreprises du charbon étaient confrontées à des augmentations des tarifs allant jusqu'à 40%». Dans le détail, «au moins 23 assureurs ont mis fin ou limité leur couverture aux projets charbon, ce qui représente 12,9% du marché de l'assurance primaire et 48,3% du marché de la réassurance», poursuit-il.

Accélération

Commerce

La Chine devient le premier partenaire commercial de l'Europe

Suite à l'augmentation des importations en 2020, la Chine a détrôné les États-Unis dans le volume des échanges avec l'Union européenne.

La Chine est devenue au troisième trimestre le premier partenaire commercial de l'Union européenne, doublant les États-Unis, une conséquence de l'épidémie de Covid-19, et du rebond rapide de l'activité chinoise.

425,5 milliards d'euros

Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, les échanges entre l'UE et la Chine ont ainsi atteint 425,5 milliards d'euros, contre 412,5 milliards d'euros entre l'UE et les États-Unis, selon les dernières données publiées par Eurostat. Ils étaient respectivement de 413,4 milliards et 461 milliards d'euros sur la même période de 2019. «Ce résultat est dû à une augmentation des importations (+4,5%) tandis que les exportations (vers la Chine, ndr) sont restées inchangées», a relevé Eurostat, ajoutant que «durant cette même période de temps, le commerce avec les États-Unis a enregistré une baisse significative tant pour les importations (-11,4%) que les exportations



nécessaire

En outre, «les assureurs se désinvestissent aussi également du charbon: au moins 65 assureurs avec des actifs combinés d'une valeur de 12'000 milliards de dollars - probablement plus de 40% des actifs totaux de l'industrie - ont soit adopté une politique de désinvestissement, soit se sont engagés à ne pas faire de nouveaux investissements dans le charbon», est-il ajouté. «Le retrait progressif des assureurs des énergies fossiles est positif, mais face à l'aggravation de la crise climatique, il faut que cela s'accélère», a commenté Peter Bosshard, coordinateur de la campagne «Insure our future». Notamment, «les grands assureurs états-uniens, le marché du Lloyd's et l'Asie de l'Est

continuent d'assurer le charbon et le secteur mondial de l'assurance n'a pas encore pris de mesures globales concernant le pétrole et le gaz», regrette le collectif. A ce jour, «seuls neuf assureurs ont limité ou mis fin à leur couverture pour le pétrole des sables bitumineux - contre quatre l'année dernière», souligne-t-il. Parmi les groupes européens, les français Axa et Scor, mais aussi les allemands Allianz, Munich Re ou encore l'helvétique Zurich «doivent à minima cesser d'assurer et d'investir dans des sociétés qui prévoient l'ouverture de nouvelles réserves de pétrole et de gaz», relève Lucie Pinson, directrice générale du cabinet Reclaim Finance, membre du collectif.

(AFP/NXP)



(-10,0%)". Au total, le déficit de la balance commerciale entre l'UE et la Chine s'est creusé à 135,9 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de 2020, contre 123,9 milliards sur la même période de 2019. Si l'UE est déjà le premier partenaire commercial de la Chine depuis 2004 - elle avait alors doublé le Japon - c'est «la première fois» que l'inverse est aussi vrai, c'est-à-dire que la Chine détrône les États-Unis vis-à-vis de l'Europe, a souligné l'Institut français de la statistiques (Insee) mercredi dans une note de conjoncture.

Forte demande

Avec un choc de l'épidémie de Covid-19 et une crise économique très forts durant le premier trimestre, l'économie chinoise est bien repartie et la consommation a même dépassé en octobre son ni-

veau d'il y a un an, a détaillé l'Insee. Sur le seul troisième trimestre, cette demande intérieure a stimulé les importations de produits européens en Chine, «en particulier dans les secteurs de l'automobile et des produits de luxe, mais aussi dans le secteur des télécommunications en prévision des sanctions américaines contre Huawei», a encore ajouté l'institut français. Les exportations de la Chine vers l'Europe ont elles aussi progressé pendant l'été et le début de l'automne du fait d'une demande forte pour les équipements médicaux et les produits électroniques. L'OMC avait ainsi souligné en octobre que la Chine avait exporté à elle seule près de 44% des équipements de protection personnelle échangés dans le monde sur les six premiers mois de 2020.

(AFPE)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie 2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Ce sera le moment ou jamais de prendre des initiatives audacieuses sur le plan matériel. Votre habileté en matière d'argent, doublée d'une chance insolente, vous permettra de réaliser des miracles.

Taureau Votre secteur argent sera vide d'influences planétaires. Mais cela ne veut pas dire que vous n'aurez pas l'occasion de faire de bonnes affaires. Vous allez bénéficier d'un courant de chance financière grâce au soutien de Neptune. Un conseil : jouez, réclamez les vieilles créances, etc. Ainsi, vous aurez des chances d'avoir une bonne surprise.

Gémeaux Vous devrez vous tourner vers des activités plus rentables sur le plan financier. Vous aurez de lourdes dépenses à subir et vous aurez beaucoup à faire pour améliorer votre confort domestique. Les questions d'argent vous rendront anxieux, et votre esprit sera accaparé par vos affaires.

Cancer Sous l'emprise de la planète Pluton, vous aurez une terrible envie de gagner beaucoup d'argent et vite. Cependant, l'ambiance astrale générale vous confisquera toute chance pure. Prenez donc garde. Au lieu de risquer vos modestes économies aux jeux de hasard, vous feriez mieux de les déposer dans une caisse d'épargne ou de les investir autrement. Bien sûr, quelqu'un doit gagner gros dans ces jeux, mais il est certain cette fois-ci que ce ne sera pas vous.

Lion Vénus vous fera de la morale financière aujourd'hui. Cet astre est partisan inconditionnel de la vertu d'économie et d'une certaine frugalité. Il vous conseillera d'être très attentif aux cordons de la bourse et vous invitera à utiliser sagement votre argent.

Vierge Votre équilibre financier est stable, et il va le rester cette fois. Vous n'aurez donc pas de réelles inquiétudes à vous faire. Il faudra toutefois vous méfier de l'impact d'Uranus, qui pourra vous souffler des envies d'achats onéreux et peu utiles. Attention, notamment, aux coups de cœur pour des vêtements très beaux, certes, mais dont vous pourriez parfaitement vous passer.

Balance La planète Neptune, bien aspectée, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, et une chance quasi certaine aux jeux de hasard, tel le Loto.

Scorpion Vos finances ne tourneront pas rond aujourd'hui. Ne sombrez pas dans les idées noires pour autant. Les choses s'éclairciront et prendront bientôt une tournure beaucoup plus encourageante. Donc, pas de coups de colère avec des décisions brutales, car vous le regretteriez. Aussi, soyez fourmi plutôt que cigale.

Sagittaire Vos nerfs seront mis à rude épreuve, mais c'est vous qui le rechercherez délibérément ; vous prendrez des risques financiers assez importants. Mercure devrait vous aider à arriver à bon port. Cette même planète se montrera favorable aux transactions immobilières.

Capricorne Neptune formera des aspects favorables au secteur des biens matériels. Son influence sera efficace ! Gardez-vous cependant d'être trop optimiste en prenant des risques financiers excessifs.

Verseau Vénus étant en aspect favorable, tout devrait bien se passer sur le plan financier. Attention, pourtant : la déesse de l'amour, de la beauté et de l'harmonie pourrait pousser certains d'entre vous à dépenser des fortunes pour des soins esthétiques, ou à engager un décorateur pour refaire luxueusement les tapisseries du salon...

Poissons Avec Saturne en cette configuration, tous ceux qui ont dernièrement fait preuve d'imprudences en matière financière vont probablement connaître quelques difficultés. Mettez de l'ordre dans vos comptes, et attendez que le Ciel se dégage sans commettre d'autres folies.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Address AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoé route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 46 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

Environnement & Agrobusiness

La nuit des entrepreneurs verts pour 19 décembre 2020

On en savons un peu plus sur la date de l'évènement unique en son genre qui va réunir les acteurs de l'environnement et d'Agrobusiness à Lomé dénommé "LA NUIT DES AMBASSADEURS ET ENTREPRENEURS VERTS".

Prévu pour se tenir ce 19 Décembre, l'initiative drainée par l'Association des élites pour le développement durable de l'Afrique (AEDDA) et PIERRE NOMO ENTERTAINMENT se veut un moment pour mettre de la lumière sur le travail qu'abat les nombreux acteurs verts au Togo souvent peu encouragés, et non valorisés. Ces acteurs selon Pierre Nomo, le promoteur inspirent d'autres jeunes et membres de leurs communautés et il faille que ces concitoyens soient sous les projecteurs et qu'ils puissent étaler leurs connaissances dans la résolution des questions sensibles telles que celles liées aux défis climatiques et à la protection de l'environnement. Toujours selon lui, cette initiative vise à encourager ces



acteurs afin de forger une génération consciente capable de répondre aux défis des Objectifs de Développement Durable (ODD). "Pour nous le développement durable passe par la prise de conscience et l'engagement de tous dans des idéologies visant à im-

pulser le développement économique et social dans une dynamique de préservation de l'environnement.", défend-il. Il faut noter que cette rencontre sera meublée de plusieurs panels avec des acteurs verts de renom.

Avec Vert-Togo

FC Barcelone

Ronald Koeman met la pression pour janvier

Après une nouvelle défaite en championnat, la quatrième cette saison, Ronald Koeman, l'entraîneur du Barça, met la pression pour le mercato de janvier. Mais cela s'annonce compliqué.

Ce week-end, le FC Barcelone a subi une nouvelle désillusion en s'inclinant du côté de Cadix sur le score de deux buts à un. Inutile de dire que Ronald Koeman, l'entraîneur du Barça, débarqué l'été dernier pour apporter un peu de sérénité, de résultats et, surtout, de fond de jeu, était très loin d'être content de ses ouailles. En ce début de semaine, les Barcelonais pointent à la neuvième place du championnat espagnol, à douze points du leader, l'Atlético Madrid. Cet hiver, il faudra impérativement redresser la barre si le Néerlandais veut survivre aux élections présidentielles du Barça et surtout assure à son club de jouer les premiers rôles dans ce championnat.



Par conséquent, il compte bien recruter au mois de janvier. Georginio Wijnaldum, le milieu de Liverpool, et Memphis Depay, l'attaquant de l'Olympique Lyonnais, sont toujours dans ses petits papiers. Mais ce n'est pas tout. Auteur de quelques moments de fébrilité, Clément Lenglet pourrait voir venir quelqu'un pour le suppléer de temps à autre. C'est en tout cas ce qu'avance Sport en ce lundi. Avec la blessure de Piqué, l'absence de Samuel

Umtiti, Clément Lenglet se retrouve seul au front et, avec l'accumulation des matches, des sautes de concentration peuvent donc arriver. Toutefois, du côté du Barça, on tempore, estimant que le nouveau président devrait faire des choix. Problème, les élections doivent se tenir le 24 janvier soit à quelques encablures de la fin du marché hivernal. Il se pourrait que Koeman doive faire avec les moyens du bord...

Avec footmercato.net

On tempore avant les élections

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Œuvre sociale

CAM-TOGO au chevet des enfants du Centre Mère Teresa

Le MBF Togo ou Club des alumnis du Programme Master Banque et Finances du CESAG au Togo (CAM-TOGO), à laquelle contribuent plusieurs diplômés du Master Banque et Finances du Centre Africain d'Études Supérieures en Gestion basé à Dakar au Sénégal, soutient la scolarisation des enfants orphelins ou défavorisés.

Association à but non lucratif, CAM-TOGO a plusieurs objectifs dont des actions humanitaires et caritatives. Dans le cadre justement de ce dernier volet, ses membres ont pensé au Centre Mère Teresa (Agbata, dans la Commune des Lacs 3) qui s'occupe des enfants orphelins, abandonnés et démunis. Dans les locaux de cet orphelinat ce samedi 5 décembre 2020, ils ont offert au Centre Mère Teresa de matériels didactiques pour l'éducation des enfants. « (...) notre association, en plus des fournitures didactiques (les livres) prendra également en charge le reste de la scolarité de vos enfants non encore payé à ce jour. Le montant restant s'élève à deux cent quatre-vingt-quatorze mille (294.000) FCFA », ont rassuré les premiers responsables du Club des alumnis du Programme Master Banque et Finances du CESAG au Togo. A la satisfaction générale des enfants, ainsi que leurs encadreurs. Outre les matériels didactiques, les diplômés du MBF CESAG résidant au



● Remise symbolique

Togo et des Togolais diplômés du programme résidant à l'étranger ont également offert des vivres (riz, huile, etc.) au Centre Mère Teresa, pour la croissance physique des enfants. « Nous même déjà le programme qu'on a eu à suivre au CESAG à Dakar est un programme qui a été pris en charge par plusieurs institutions, entre autres, la BCEAO, BEAC, AFD... Nous avons été boursiers de ces différents programmes. Donc en quelque sorte, c'est une action de retour, nous avons pensé aussi aux autres », a indiqué le président de CAM-TOGO, Koffi Nalandja. Cette action humanitaire

et caritative est faite suivant les besoins exprimés par les responsables du Centre Mère Teresa en faveur des enfants, pour un coût global de 571 mille francs CFA, à en croire le donateur. Pour la responsable du Centre Mère Teresa, Mme Ayité Samsonne Kafui, « c'est un sentiment de joie ». Car en l'en croire, c'est le premier don du genre à son centre depuis sa création en 2013. « Je tiens à dire un sincère merci à nos amis », a-t-elle ajouté. Le Centre Mère Teresa compte 33 enfants orphelins et défavorisés, dont 11 internes. Le reste est en famille d'accueil.

Avec iciLome

Commande publique

L'ARMP organise une journée de vulgarisation du code d'éthique

La journée de vulgarisation du code d'éthique et de déontologie dans la commande publique que se prépare à organiser l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) aura lieu le 10 décembre prochain à Lomé.

Et vise à informer l'opinion sur l'essentiel des articles contenus dans le code d'éthique et de déontologie dans la commande publique. Ils sont nombreux, togolais lambda ou des opérateurs économiques, à dénoncer des irrégularités dans l'attribution de certains marchés publics. Parfois à tort ou à raison. L'ARMP, avec ce rendez-vous du jeudi 10 décembre prochain, veut sensibiliser les différents acteurs intervenant dans les procédures de passation, d'exécution, de contrôle, de règlement et de régulation des contras de



la commande au respect des règles. Entre-temps, des experts de la Banque africaine de développement (BAD) ont relevé, après une mission d'évaluation, que le niveau de qualité des contrôles internes de l'ARMP est inquiétant. Beaucoup de dysfonctionne-

ments ont été constatés. Des inquiétudes que l'énarque Aftar Touré Morou, le Directeur général de l'ARMP s'attelle à gommer de sorte que l'institution soit garante de la transparence dans l'attribution des marchés publics.

Avec iciLome

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



#CQFS

Avez-vous des interrogations sur les formalités au Cadastre ?
L'OTR est à votre écoute. L'OTR met à votre disposition un bureau dédié pour le traitement de vos plaintes. En 48h seulement, vous recevrez une suite à votre plainte. Vous pouvez aussi envoyer vos requêtes sur la plateforme numérique dédiée via : www.otr.tg ou www.dadc.gouv.tg



Office Togolais des Recettes - OTR